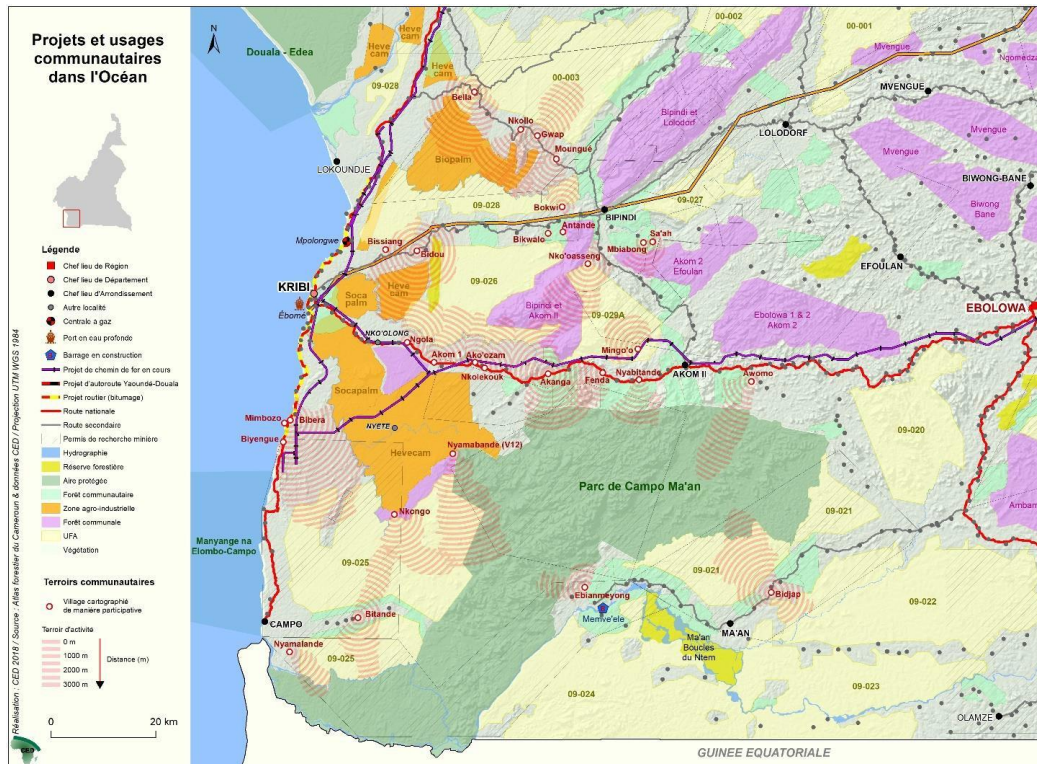


ANNEXES

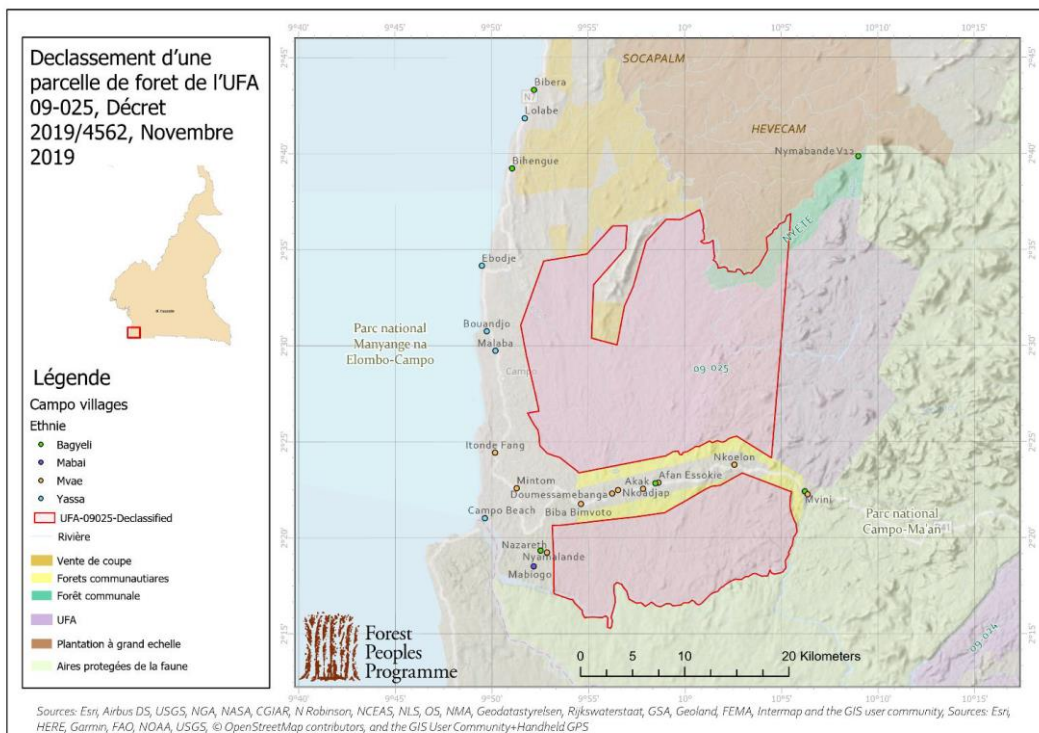
Annex 1 – List of documents provided (documents attached separately)

1. Degazettement decree, November 2019
2. Environmental and Social Impact Statement prepared by Geo-Consulting Cameroon, dated November 2019 (extracts containing community meetings only – the full document of 328 pages is available on request)
3. Cahier des charges between CamVert and five Bagyeli communities, March 2020.
4. Letter from MINDCAF April 2020
5. Letters from communities to the government, sent October 2020.
6. Decree attributing concession to CamVert, March 2022

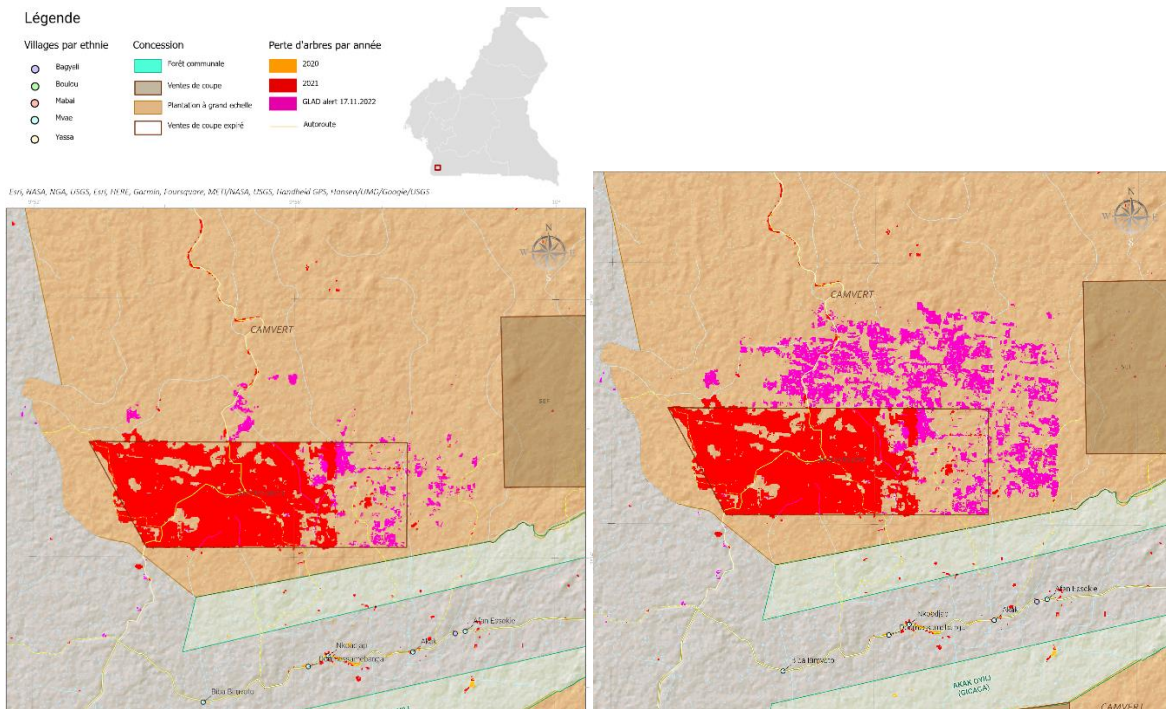
Annex 2 – Maps



Map 1: Bagyeli community land use zones (red-lined areas), see UFA 09-025 (bottom left) next to Campo Ma'an National Park. Map produced by CED in 2018.



Map 2: Partially degazetted UFA 09-025, with local communities (Bagyeli, Mvae, Yassa and Mabai). Map produced by FPP, 2019



Map 3: Tree loss in the Sextranbois concession between 1 January 2020 and 17 November 2022 (left), and between 1 January 2020 and 23 January 2022 (right), showing the significant expansion in the last 3 months.

Map prepared by FPP, 2023, using data from Hansen, M. C., P. V. Potapov, R. Moore, M. Hancher, S. A. Turubanova, A. Tyukavina, D. Thau, S. V. Stehman, S. J. Goetz, T. R. Loveland, A. Kommareddy, A. Egorov, L. Chini, C. O. Justice, and J. R. G. Townshend. 2013. "High-Resolution Global Maps of 21st-Century Forest Cover Change." *Science* 342 (15 November): 850–53. Data available on-line from: <https://glad.earthengine.app/view/global-forest-change> and Hansen, Matthew C., Alexander Krylov, Alexandra Tyukavina, Peter V. Potapov, Svetlana Turubanova, Bryan Zutta, Suspense Ifo, Belinda Margono, Fred Stolle, and Rebecca Moore. "Humid Tropical Forest Disturbance Alerts Using Landsat Data." *Environmental Research Letters* 11, no. 3 (2016): 034008. <https://doi.org/10.1088/1748-9326/11/3/034008>. Concession data provided by Cameroon Forest Atlas. Ministry of Forestry and Fauna / World Resources Institute. Accessed on 13 March 2023. <https://cmr.forest-atlas.org/pages/domaine-forestier>

Annex 3 – Aerial images showing deforestation in the northern block of former UFA 09 025 / now the Camvert concession*

*All aerial images used in this section are courtesy of Planet Labs Inc. Superimposition of concession information on aerial photos has been undertaken by Forest Peoples Programme. Concession information used for this purpose has been sourced from Cameroon Forest Atlas. Ministry of Forestry and Fauna / World Resources Institute. Accessed on 11 April 2022 and again on 13 March 2023. <https://cmr.forest-atlas.org/pages/domaine-forestier>. Aerial images superimposed with concession data are subject to the same terms of use as original Planet Labs Inc images.

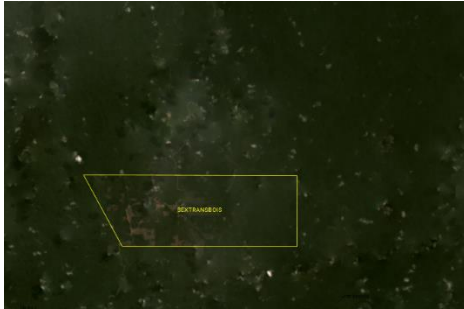


Image 1: June-August 2020 (images synthesised across these three months) – deforestation commencing in the Sextransbois standing timber permit area

Aerial image © Planet Labs Inc, 2020

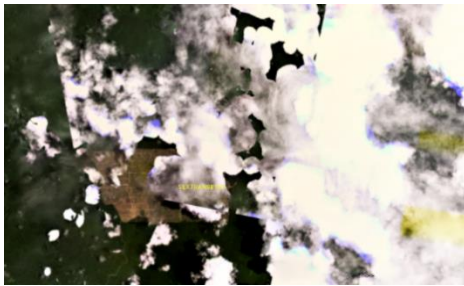


Image 2: September 2020 – although affected by cloud cover, the rapid deforestation since June 2020, and the development of a plantation grid, is clearly visible.

Aerial image © Planet Labs Inc, 2020

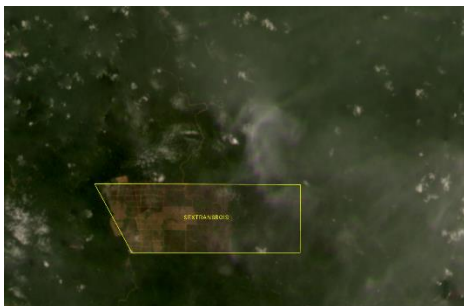


Image 3: March 2021, the month in which the Sextransbois permit for clearing apparently expires. Some but not all of the permit area has been deforested.

Aerial image © Planet Labs Inc, 2021



Image 4: December 2021. Despite the apparent expiry of the permit in March 2021 (and no concession yet having been granted), further deforestation and expansion of the plantation within the Sextransbois permit area are evident.

Aerial image © Planet Labs Inc, 2021



Image 5: June 2022 (after attribution of the concession in March 2022). Expansion of plantation areas commences outside the prior Sextransbois permit area.

Aerial image © Planet Labs Inc, 2022



Image 6: October 2022. Expansion continues to the north. Areas planted with oil palm (in green) visible in the original Sextransbois permit area.

Aerial image © Planet Labs Inc, 2022



Image 7: February 2023 – significant further expansion of the concession to the north between 22 November 2022 and February 2023.

Aerial image © Planet Labs Inc, 2023

Annex 4 – Photo of timber exploitation in sales of standing timber areas



Photo taken June 2022 showing timber cut from sale of standing timber (*vente de coupe*) permit No. 0903520, allocated to Société Forestières des Frères du Cameroun in February 2022. The permit number VC0903520 is visible on the logs, as is the company abbreviation (SOFFCA). © Green Development Advocates

Grosses interrogations autour de la conversion des forêts

La cession de 60 000ha de forêts à une agro-industrie dans la région du Sud, précisément dans les arrondissements de Campo et Niéde (département de l'Océan) suscite de nombreux questionnements. Sur le terrain, les populations riveraines commencent à subir les premières menaces dues à l'exploitation d'une partie de cet espace. Sur le processus, cette

concession laisse pantois. L'ensemble donne de s'interroger sur la politique nationale de gestion des ressources forestières du Cameroun engagée à réduire de façon significative sa contribution aux émissions de gaz à effet de serre (GES). Par ailleurs, en mars 1999, il a consenti avec d'autres chefs d'Etats d'Afrique centrale à harmoniser leurs politiques en

matière de gestion durable du Bassin du Congo. Le poumon écologique mondial après l'Amazonie. Une vision qui rentre en droite ligne avec l'ODD 15 : « gérer durablement les forêts, lutter contre la désertification et la dégradation des terres, stopper la perte de la biodiversité... »

1-L'Océan lentement mais sûrement dépouillé

Depuis qu'il a découvert ce petit coin de paradis, Christian Corrier, Français ne s'en lasse plus. Quasiment tous les ans, il vient s'y réfugier, ne faisant qu'un avec la nature. Le site lui est d'autant plus important en ce moment où le Coronavirus souffle du chaud et du froid sur le monde. Surtout que pour le combattre, de nombreux pays dont le sien ont adopté des mesures restrictives dont le confinement. Il ne peut pas être poète pour apprécier les charmes d'Ebodje, situé dans l'arrondissement de Campo, département de l'Océan dans le Sud du Cameroun. Ses populations sont particulièrement fières de ses belles côtes au sable fin bordées de cocotiers et parsemées de rochers mythiques voire mystiques. Chaque année, confie Denis Guamaloba Mondjiell, président de l'association Tube-Awé, des espèces de tortues marines s'en servent comme maternité où voit naître de milliers de bébés tortues. Ce qui confère à cette localité, une valeur écotouristique que les riverains ne bouderont pas. « Les tortues ont fait connaître le village dans le monde entier », encore Sa Majesté Ndjokou-Djongo, chef du village Ebodje qui de sources concordantes, recevait près de 200 touristes par an avant la pandémie.

De façon globale, le département de l'Océan est un trésor à travers ses forêts qui regroupent d'animaux et d'espèces végétales dont certains comme l'éléphant de forêt d'Afrique, sont protégés pour cause d'extinction. Cette riche biodiversité est menacée tant l'espace est convoité non seulement pour ses espèces de grumes rares, mais aussi par l'agro-industrie. Le cas Camvert semble une réelle préoccupation, selon des organisations de la société civile qui ont fait dans la préservation des forêts et des droits des populations qui en vivent leur cheval de bataille. « C'est la première fois qu'au Cameroun, on voit le défrichage d'une forêt permanente pour l'installation d'une agro-industrie. C'est encore la première fois qu'on a une forêt certifiée censée être gérée durablement qui est transformée avant la fin de la rotation pour une agro-industrie. Dans le plan de zonage, cet espace devait éternellement rester une forêt. Mais on a changé d'orientation », affirme Ghislain Fomou, chargé de programme « Gestion des ressources naturelles » au Sapla. Pour lui, cette nouvelle dynamique désoriente toute la gestion de la faune dans cet espace. Surtout que cette zone abrite déjà une multitude d'activités de déforestation (port en eau profonde de Kribi, barrage de



Memve'ele et Hévécam).

2-Confit homme-animal

Cet autre projet tend à exacerber les problèmes qui existent d'un point de vue environnemental. « On n'avait jamais pensé que ces animaux pouvaient se trouver si près de nos maisons », confie le tisserand Mmancé Medjo, notable à la chefferie de Je degré de Nkolon dans l'arrondissement de Campo. Il affirme avec l'aide d'autres membres de la communauté, avoir réussi à repousser deux éléphants. À Akak, Verone Anon du village n'a pas eu chance. « J'ai fait un champ de presque 2 ha de manioc, cocotier, plantain, citron. Ils ont piétiné. C'est comme s'ils l'ont défriché à nouveau. Les éléphants et les buffles sont les pires de tous les animaux. Ils ne laissent rien dans leur passage. Ils ont tout dévoré. Je ne compte plus sur rien. Nous voulons tous l'évolution mais on ne sait plus quoi faire », avoue-t-elle. « Tous les animaux qui étaient dans l'UFA se sont déversés chez nous », explique Jean René Mbili, chef du village Nazareth. Et de révéler : « Je suis parfois obligé de me lever la nuit pour brûler le plastique ou le piment dont l'odeur les chasse ».

Cette stratégie ne réussit pas toujours. André Metee, une autre victime de la razzia des pachydermes raconte qu'il a perdu quatre hectares de banane-plantain ravagés par les éléphants sortis du parc national de Campo Ma'an situé à environ 4km. Créé en 2000 en compensation aux effets environnementaux du pipeline. « J'ai perdu gros l », témoigne le voisinage. Il s'agit d'un hectare de cette production, lui rapporte environ 400 000 Fcfa. « On a fait des requêtes. Mais c'est

comme si tu portais plainte contre un gendarme en poste », déplore Jean René Mbili. Comme lui, leurs majestés Ndjokou-Djongo et Irène Evina Hgo, chef traditionnel de village Akak sont contre ce projet. En mai 2020, cette dernière a fait ériger des barrières pour marquer son désaccord. Surtout que le cahier de charges qui renfermerait les engagements consentis par les parties prenantes est un serpent de mer.

Aujourd'hui désavoué, le projet Cameroun Vert (Camvert), complexe agro-industriel naît de la volonté gouvernementale camerounaise qui ambitionne de devenir le nourricier de l'Afrique centrale et du Nigeria. Le palmier à huile a en effet été retenu par le Document de Stratégie pour la Croissance et l'emploi (DSCÉ) parmi les filières dont le développement peut contribuer à l'émergence du pays pour 2035. Il s'étend sur 60 000 ha relevant du domaine privé de l'Etat déclassés de l'UFA 09-025 suite au décret n° 2019/4562 du 11 novembre 2019 du Premier ministre. Sur les 88 147 ha que compte l'UFA, 57 000 seront exploités à Campo et 3000 ha à Niéde. « Ce déclassement pose problème », laisse entendre Aristide Guegoum de Green Development Advocate (GDA) dont les arguments juridiques rejoignent le point de vue du Saliid.

3-Agonie forestière

Les enjeux sociaux qu'il relève portent sur les modes de vie des communautés locales et autochtones, leurs valeurs culturelles et traditionnelles ; les activités économiques, etc. « Nous mesurons déjà une situation très grave et critique. Tout ce qui nous fait vivre se trouve dans l'UFA ; les cours d'eau pour pêcher, la chasse, la

cueillette, nos plantes médicinales. On voit ce qui se passe chez nos frères à la Socapalm, lorsqu'on vous prend, c'est la prison », s'inquiète un riverain de Nkolon dont les populations paient un double tribut. Celui-ci craint qu'avec la pression forcée, les autres villages commencent à revendiquer les terres sur lesquelles ils sont établis. Leur terre ancestrale se trouve dans le Parc National de Campo Ma'an et comme les Bagyei, peuple autochtone également affecté, ils ont un mode de vie lié à la forêt.

« L'analyse de la dynamique du couvert forestier des arrondissements de Campo et Niéde de 1988 à 2020 », une étude réalisée en août 2020 par Stéphane Nzakou'chakoute en vue de l'obtention d'un master, révèle la lente agonie des forêts de ce département. Estimées à 184 748 ha en 1988, les forêts secondaires adultes ont perdu plus de 130 000 hectares et les forêts secondaires jeunes plus de 160 000 ha. Le chercheur explique que ces superficies ont été converties en d'autres formes d'utilisation des terres (agriculture, habitat, plantation...). Soit : 36 000 hectares en eaux ; 132 326 ha en forêts dégradées ; 4842 ha en forêts marécageuses et 6945 ha en zones de culture. La perte de cette forêt accentue les effets néfastes du changement climatique.

Cette tendance du recul de la couverture forestière est nationale. Entre 2000 et 2020, le Cameroun a perdu 708 000 hectares de forêts primaires humides, soit de sa couverture forestière totale nationale de la même période, Global Forest Watch soutient que cette superficie totale a diminué de 3,7%. Avec des pics de déforestation en 2014, 2017 et 2020. Egalement, de 2001 à 2020, le pays a perdu 1,53 million d'hectares du couvert arboré (bambou, palmiers et fougères), soit une diminution de 4,9% et 903 millions de tonnes d'émissions de gaz à effet de serre. Le rapport sur les environnements majeurs de déforestation (EMD) de l'année 2019 publié par l'Unité opérationnelle de suivi du couvert forestier (UOSCF) du ministère des Forêts et de la Faune (Minfor) indique que 3628,61 ha de forêts ont été déboisées sur cette période. 89,8% de cette superficie se retrouvent dans le domaine forestier non permanent contre 10,5% dans le domaine forestier permanent. En 2010, le département de l'Océan disposait de 1 090 000 ha de forêt naturelle, s'étendant sur 99% de sa superficie. Il en a perdu 5490 Kha en 2020. Soit 3 340 000 tonnes de CO2 d'émissions.

Franck ESSOMBA

Réactions

Kevin Nfor Ntani, Assistant technique à WRI Cameroun
« Global Forest Watch montre la tendance de la déforestation au Cameroun »

Nous avons considéré comme événement majeur de déforestation, une zone d'au moins 1 ha déforestée sur une période de trois mois. En réalité, la plateforme Global Forest Watch montre la tendance de la déforestation au Cameroun. Cette remontée des informations vise à attirer l'attention de l'Etat sur la possible disparition des forêts. On offre des formations aux brigades forestières pour mieux surveiller les alertes sur la forêt. Dans certains cas, si la déforestation est illégale, les autorités peuvent prendre des actions pour annuler la coupe sur la forêt.



Emilienne Ndeng, paysanne du village Akak
« Nous avons très peur pour nos familles »

Le souci que nous avons dans notre communauté par rapport à nos travaux champêtres, c'est le gâcher qui nous perturbe. On ne peut plus travailler dans les forêts. Maintenant nous cultivons aux alentours des maisons, les bordures de routes à cause des éléphants, des buffles. On a souvent été avec hérissons mais cela ne nous perturbait pas. Les bruits à Camvert les repoussent vers le village. Comme le parc n'est pas encore encadré, ils sont en divagation. Parfois, ils viennent à côté des maisons dans la nuit. Nous avons très peur pour nos familles.



Ndjokou-Djongo, chef du village Ebodje
« Socapalm nous a servi de leçon »

Je l'ai toujours dit, je vis dans deux parcs en miniature donc le marin et le Parc National de Campo Ma'an. Les produits qui sortent des parcs sont perceptibles en termes de revenus. Quand on va faire des grandes plantations comme ce que fait actuellement Camvert, on parle de la destruction de la nature qui facilite la disparition des espèces rares. Ce projet ne profite en rien à la population d'Ebodje. Nous n'avons pas besoin d'une quelconque palmeraie chez nous, je crois que Socapalm nous a servi de leçon alors nous ne voulons pas de cette histoire.



Luc Parfait Zengue, notable à la chefferie d'Akak
« Nous sommes embarrassés par cette exploitation »

La société Camvert est entrée chez nous sans le consentement des populations. Elle a amené un projet de palmeraie sur l'UFA déclassée. Camvert a aussi amené une branche de sa société (Boiscam) qui a sollicité le bois dans notre forêt communautaire de 2011 hectares. Cette parcelle a été exploitée en une année. Pourtant nous avions programmé une exploitation progressive, c'est-à-dire bloc par bloc. Boiscam payait les royalties en monnaie de singe. Ce qui n'a pas plu aux populations qui ont constaté le déplacement des grumiers sans lettres de voiture. Nous sommes embarrassés par cette exploitation. Nous ne refusons pas le projet Camvert mais la façon dont il est déployé nous dérange.



Rassemblées par F.E.

« Nos forêts sacrées pourraient disparaître »

Romain Kowe, chef traditionnel d'Ebodje, arrondissement de Campo.



« Nous avons des craintes. A ce rythme, nous n'aurons plus de terres pour nos fils et petit-fils. Nos activités traditionnelles, la pêche notamment, sont menacées. Actuellement, l'emprise maritime est envahie par l'érosion marine. Or, les champs dont nous disposons constituent des alternatives. Ces parcelles ne doivent pas être spoliées. De plus, en tant que peuple de la forêt, il y a des forêts sacrées dans lesquelles nous faisons nos rites traditionnels qui risquent de disparaître. Pourtant, ce sont des patrimoines constituant notre identité et notre raison de vivre. Certes, ils nous permettent des emplois et des activités alternatives comme l'élevage bovin. Mais, une chose est sûre, les choses ne seront plus comme avant ».

« L'entreprise doit prendre des mesures pour réduire l'impact »

Nicolas Ngane Nto'o, chef traditionnel de Doumessamendjang, arrondissement de Campo.



« Les impacts environnementaux du projet nous inquiètent. Et peut-être l'entreprise prendra les dispositions pour minimiser les impacts. Nous consommons de l'eau de rivière, parce qu'il n'y a pas de point d'eau potable dans le village. La probabilité est grande que les produits qui seront utilisés polluent ces eaux. La question avait été posée lors de la consultation du 11 septembre dernier, et Camvert a promis de voir ce qu'elle pourra faire. Peut-être que nous serons tous morts. Malheureusement, on ne peut pas faire d'omelettes sans casser les oeufs. Nous sommes obligés de faire avec ».

« Des zones de compensation ont été trouvées »

Mbotiji Hotison Babila, sous-préfet de l'arrondissement d'Adjap, par Niété.



« Avec ce nouveau projet, la pression foncière sera énorme. Les gens auront besoin de faire leurs champs et de se construire. Le besoin d'espace vital doit être pris en compte, puisqu'il y aura prélèvement de bois dans la zone. Quoiqu'il en soit, si l'Etat a pensé ce projet, c'est pour le développement de la localité. Et, conscient de ce que la population a besoin de l'espace vital pour vaquer sereinement à ses activités quotidiennes, l'Etat a déjà trouvé des zones de compensation à Yabassi et dans le Moungo. Il faut donc engager une réflexion poussée autour de cet espace vital, même si on est en train de donner des parcelles pour l'agro-industrie. Cette démarche participative permettra d'éviter d'éventuels conflits ».

Extract from an article in *Cameroon Business Today*, 25 September-1 October 2019

« Le projet pourrait impulser le développement »

Mbotiji Hotison Babila, sous-préfet de Niété.



« L'Etat a trouvé des zones de compensation pour l'UFA concernée. Jusqu'à présent, Camvert est dans une phase de sensibilisation. Ils ont promis des centres de santé, des écoles, des ponts, etc. On ne peut pas déjà les juger, parce que le projet n'a pas encore démarré. Mon souhait, c'est que l'entreprise respecte ses engagements pris envers les populations, surtout en termes d'emploi des jeunes et d'amélioration des conditions de vie. Nous ne pouvons qu'encourager les projets engagés par les nationaux et soutenus par l'Etat. Les populations ont intérêt à soutenir le projet qui pourrait impulser le développement de la localité ».

« La forêt est notre seule source de survie »

Romain Kowe, chef traditionnel d'Ebodje, arrondissement de Campo.



« On nous a fait savoir que le déboisement de l'UFA concernée va se faire de manière progressive. Mais, à terme on n'aura plus de terres pour cultiver. Ces terres représentent tout pour nous. Si ce projet agricole voit le jour, notre végétation va disparaître. La forêt est notre seule source de survie, que ce soit en termes de pharmacopée traditionnelle, de nutrition à travers les produits forestiers non-ligneux. Et si le parc de Campo Ma'an est touché, nous risquons d'être envahis par les animaux, avec les potentiels risques de conflits entre l'homme et la faune ».

« L'Etat est le propriétaire de tout le patrimoine foncier »

Charles Edande, chef traditionnel du village Adjap, arrondissement de Niété.



« Avant l'autorisation des pouvoirs publics, Camvert avait déjà entamé les pépinières. On nous met juste devant les faits accomplis. C'est vrai que l'Etat est le propriétaire de tout le patrimoine foncier et on ne peut pas s'opposer à ses décisions. Mais, les agro-industries ne viennent pas que pour nous faire du bien. Les défis de développement durable sont loin d'être leur tasse de thé. Le sort des générations futures est menacé. S'il y a une chose que les agro-industries préservent le plus, c'est le cahier de charges. Elles ne veulent pas que les populations puissent en avoir connaissance ».

Propos recueillis par G.K.T

Extract from an article in *Cameroon Business Today*, 8-14 January 2020

Actualité

ATTAQUES ET GROSSIERS MENSONGES DES ONG SUR CAMVERT

La riposte musclée des chefs à Campo

Les 20 Chefs Traditionnels de Campo sur les 21, autour de Sa Majesté Supérieure Ebongwa 1er, viennent de tenir une réunion - vérité sur le Projet CAMVERT. Un conclave où les plus irréductibles tels la Redoutable Majesté Irène Evina Ango et l'ex-frondeur Majesté Abel Mvondo, regardant la vérité en face, ont choisi de développer CAMPO avec CAMVERT. Les 20 Gardiens de la Tradition, qui ont mis en minorité le Chef d'Ebodjé à la solde des ONG en mission de Déstabilisation du Cameroun, ont décidé de confondre ces ONG qui ont mis Campo dans la désolation pendant des décennies. Les Chefs, décidés à apporter leur soutien diurne et nocturne à CAMVERT, s'érigent désormais en boucliers, contre ces ennemis du Cameroun déguisés en ONG internationales.



L'ambiance était houleuse dans la salle des délibérations de la Mairie de CAMPO, lieu choisi pour abriter ce conclave.

Une ambiance soupçonneuse due aux événements qui ont précédé cette rencontre décidée à Kribi deux semaines plus tôt, au cours d'une réunion d'approvisionnement des Chefs Traditionnels par l'ONG GDA. Les Chefs ont passé en effet deux semaines à Kribi, où des ONG voulaient les infléchir à signer une pétition qui refuse le projet CAMVERT. Les Chefs ont été pris en otage, à force de CFA, pour saboter le projet ; ces ONG leur faisant miroiter des mirages de milliards, qui leur viendraient d'un bien rêvé Fonds Climat. Dans la même veine, deux autres ONG internationales sont allés distribuer quelques semences de cacaoyers, avec en prime un concert de musique offert gracieusement aux populations. Pendant ce temps à l'international, un curieux Rapport déstabilisateur nourri d'allégations sans preuves venait de faire l'objet d'une publication.

D'un autre côté, des conflits internes dans un Gic n'avaient pas fini de déteindre sur l'environnement de Camvert, qui subissait ici un vrai procès en sorcellerie ; les entités économiques n'étant pas les mêmes. Car une grande confusion s'est faite observer entre Camvert et Sextrans Bois, au centre du conflit au village Akak. C'est dans ce contexte émaillé par ces événements sus-cités que se tient le vendredi 13 novembre 2020, la fameuse rencontre des Chefs à Campo; rencontre à laquelle les Elites étaient conviées.

Sa Majesté Supérieure Ebongwa 1er Robert Oilivier Ipoua, ci-devant Maire de Campo, tenant compte de ce contexte de fébrilité, dans son propos introductif, va refaire l'historique de ce Projet, en argumentant sur tous les soubresauts, les étapes d'incompréhensions, les

négociations des Cahiers de Charges, le soutien à la création des coopératives villageoises, avant de conclure que "c'est ce projet qui faut à Campo".

Les débats, très ouverts, ont permis d'édifier les Notabilités traditionnelles et la masse élitiste présente, sur les fondations, les fondements, l'évolution et les projections de cette Agroindustrie. L'on a présenté toutes les clauses des Cahiers de Charges et les engagements sociaux de Camvert.

Des cas particuliers et pertinents sur l'espace vital ont été soumis par les Chefs de Nazareth et de Nkoélone. Le Groupe de Jeunes Dynamiques par la bouche de Maurice YOM EDJANGA ont redit leur constante préoccupation pour la formation et l'emploi ; toutes choses déjà prises en compte dans les clauses contractuelles d'avec les communautés et les collectivités territoriales décentralisées.

La suite des débats a révélé une rencontre familiale, visant à dissiper toutes les incompréhensions.

Mais il y a eu des voix fortes, qui ont parlé de Campo avec passion. L'exemple de Sa Majesté Paul Obaté Akono, qui a égrainé tous les projets foireux que les ONG internationales ont mené de manière cavalière à Campo; des projets qui ont terminé leur course folle dans les poches des dirigeants de ces ONG. Le Président du Conseil des Chefs de Campo ira même plus loin, en pleurant tous ces projets qui ont esquivé Campo après des études : "Au moment où nous parlons, le Port de Campo parti, le barrage de Memvé'ele parti, les Mamelles de minerais parties ! Et vous vous voulez que Campo perde encore Camvert ?"

D'autres voix qui comptent ont exprimé leur satisfaction. Le cas le plus saillant est celui de Sa Majesté vedette Irène Evina Ango dont la vidéo

où elle a appelé le Sous-préfet son "collaborateur" a fait le tour du monde. Elle était jusqu'à vendredi dernier, une irrésistible pourfendeuse de Camvert. A la sortie de la réunion, elle s'est engagée devant la presse, à aller mieux expliquer à ses populations le pourquoi de l'accompagnement de Camvert par le collège des Chefs Traditionnels. Le bien controversé Chef Abel Mvondo lui aussi a pris faits et causes pour les plantations Industrielles de palmiers à huile à Campo.

Seul cas resté dans les rêveries d'une Majesté solitaire, le Chef Ndjokou a Ndjokou d'Ebodjé, qui dit croire dur comme fer, au Fonds Climat hypothétique promis par GDA. Le Chef d'Ebodjé va même distribuer des vidéos et des écrits pamphlétaires à la presse et à certains chefs à qui il demande soutien.

Hélas, il va prêcher dans le désert. Tous les chefs de Campo savent désormais où est leur intérêt. Décision finale, Campo Traditionnel décide d'accompagner sans réserves le projet CAMVERT.

Seulement, le pied qui a été mordu par un serpent, craint même l'ombre d'une corde de feuille morte. C'est pourquoi les Chers ont

décidé de mettre en place, un Comité de Suivi des Cahiers de Charges, des Résolutions de ce conclave et des engagements sociaux de Camvert.

Face à ce qu'ils considèrent comme une agression extérieure des ONG qui servent des intérêts économiques des occidentaux, les Chefs ont dit s'ériger désormais en boucliers.

Le projet CAMVERT faut-il le rappeler, se propose de produire par an 180 milles tonnes d'huile de palme, 18 milles tonnes d'huile de Palmistes dans trois usines de transformation qui baignent dans un projet de développement intégré avec des Centrales à Cogénération d'énergies, des Unités de traitement d'eaux usées et de production des engrais biologiques. Il est aussi projeté un développement social jamais réalisé par une Agroindustrie au Cameroun. Parcequ'il va réduire le déficit criard de 200 milles tonnes d'huile et de matière grasse importées par le Cameroun, ce qui entraîne 100 milliards de francs de perte, les grandes puissances occidentales ciblent Camvert comme un ennemi juré à abattre. La Jactance observée des ONG sert donc ce funeste dessein.

